

Sommet régional sur le Burundi: peu d' espoir de paix

Burundi Les voisins ont leur propre agenda. Le danger persistera.

Analyse Marie-France Cros

Depuis plus d'un mois, sans interruption autre que les trêves du week-end – qui servent souvent à enterrer les morts – les opposants au troisième mandat du président sortant, Pierre Nkurunziza, continuent à manifester face à la police qui tire à balles réelles. Ou plutôt "des" opposants à ce mandat interdit par l'Accord de paix d'Arusha.

Car si le désir de M. Nkurunziza de se maintenir au pouvoir fait une large unanimité contre lui, ceux qui osent le manifester publiquement sont peu nombreux en raison de la répression officielle (expulsion du parti au pouvoir CNDD-FDD; limogeages et, donc, chômage; tirs à balles réelles de la police) et non officielle (menaces; intimidations et passages à tabac de la part de la milice pro-présidentielle des Imbonerakure).

Pourquoi continuent-ils ?

Qu'est-ce, alors, qui pousse des centaines de manifestants à affronter la mort, chaque jour, dans les quartiers de Bujumbura ?

La réponse est simple: l'absence de perspectives d'avenir avec le régime actuel.

Le parti au pouvoir avait été élu à une large majorité,

en 2005, après la sortie du maquis de cette ancienne guérilla hutue. Parce que la majorité de la population – hutue et paysanne – voyait dans le CNDD-FDD l'espoir de sortir de sa misérable condition.

Le premier mandat de M. Nkurunziza (après élection indirecte par le Parlement) avait amené la paix ethnique entre Hutus et Tutsis (voir "La Libre" du 27 avril); décrété la gratuité des soins médicaux aux femmes enceintes et enfants jusqu'à 5 ans; promu la construction de bâtiments scolaires et la gratuité de l'enseignement primaire.

Son second mandat (2010-2015) s'était ouvert après une élection directe, cette fois, mais contestée par l'opposition en raison d'irrégularités, bien que cette opposition soit alors encore très minoritaire.

Rester à tout prix

Ce second mandat n'a pas tenu les promesses du premier: pas de suivi des dossiers, ce qui a conduit à l'échec partiel des réformes du premier mandat; obsession du Président de

se maintenir au pouvoir au-delà de son second mandat; explosion de la corruption. Au total, non seulement le pays n'a plus progressé, mais il a même reculé en raison de la raréfaction des investissements suscitée par la corruption.

Ces dernières années, les laissés-pour-compte du régime – dont ceux qui ne se sont pas engagés au CNDD-FDD, étape indispensable pour obtenir un emploi – ont patienté jusqu'à la fin du mandat présidentiel, pour ne pas mettre en danger l'Accord de paix d'Arusha – qui interdit ce troisième mandat – si durement obtenu.

L'obstination personnelle de M. Nkurunziza à passer outre a mis le feu aux poudres parce qu'il est perçu comme un tricheur à une table où l'on joue franc-jeu, bien qu'il en coûte.

S'il avait laissé son parti présenter un autre candidat, celui-ci aurait gagné haut la main en raison du poids qu'avait conservé le CNDD-FDD dans les campagnes, qui s'identifiaient encore à lui avant les violences.

Satisfaire l'obsession ?

Les Burundais pourraient-ils éloigner le spectre de la guerre civile en acceptant l'obsession de M. Nkurunziza, qui se croit élu par Dieu pour occuper la Présidence ?

C'est peu probable. Le chef de l'Etat sortant prépare en effet depuis plusieurs années son coup de force actuel et

l'espace démocratique n'a cessé, depuis lors, de rétrécir. Les Imbonerakure, armés par le régime, verront croître leur influence si M. Nkurunziza parvient à s'imposer. Et l'appareil sécuritaire dans lequel il maintiendra le pays lui permettra de briguer... un nouveau "mandat" en 2020.

On devrait donc s'attendre à de la sévérité de la part du sommet régional de dimanche à Dar es Salam sur le Burundi, notamment de la part des pays voisins qui accueillent plus de 100 000 fuyards burundais.

Cela risque fort, cependant, de ne pas être le cas. Plusieurs des chefs d'Etat qui seront présents à Dar es Salam dimanche espèrent en effet eux-mêmes se maintenir au pouvoir à l'issue de leur mandat. Ils ne tiennent donc pas à créer un précédent en empêchant M. Nkurunziza de le faire. Ils désirent simplement limiter les dégâts, voire juste avoir l'air de faire quelque chose.

Le petit Burundi sera-t-il la mèche d'une nouvelle explosion en Afrique centrale ?

Plusieurs présidents espèrent se maintenir au pouvoir à l'issue de leur mandat actuel.